

Symposium national sur les droits de l'Homme au Mali : Amplifier la lutte contre l'impunité

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VEBDREDI 09 DECEMBRE 2022

1241

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Cabale conte le président du CSDM

Pourquoi?



**Sécurité au Mali : Le combat du consortium
RENEDEP-ADD**



**Assassinats, enlèvements, vols...
La CMA accuse les FAMA et les russes !**



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

08 Nov. 2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

190

Nouveaux cas confirmés

02

Nouveaux guéris

00

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

VACCINATION

621 872 Vaccinations incomplètes

2 496 268 Vaccinations complètes

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

32 762

Guéris

31 943

Décès

742

dont 00 fait l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.13



P.19



P.23



/ Une /

Cabale conte le président du CSDM : Pourquoi ?

P.5

/ Brèves /

Affaire détournement des fonds COVID-19 : Les opérateurs économiques renoncent à la grève !

P.12

Départ du Directeur de Cabinet du Premier ministre : Démission ou repos ?

P.12

Mali : Lamamra met l'accent sur l'indispensable réintégration des combattants dans le cadre de l'accord d'Alger

P.13

Grogne sociale : Trois grèves annoncées pour la semaine prochaine

P.13

Sénégal : Adji Sarr veut un « procès public » contre Ousmane Sonko

P.14

Remise d'Equipe aux FAMA : Le 22 novembre, la Minusma a remis au bataillon des forces armées reconstituées de Kidal (batfar) un lot d'équipement

P.14

Choguel au comité stratégique du M5 : " nous sommes condamnés à réussir"

P.15

Diré : Les jeunes alertent face à la crue des eaux

P.15

/ Actualité /

Symposium national sur les droits de l'Homme au Mali : Amplifier la lutte contre l'impunité

P.18

Journalisme et Communication : Le mariage de raison de l'ESJSC –Mali et l'ISIC- Maroc

P.19

Lutte contre la corruption : Constat d'impuissance

P.20

/ Politique /

Sécurité au Mali : Le combat du consortium RENEDEP-ADD

P.23

Assassinats, enlèvements, vols... La CMA accuse les FAMA et les russes !

P.24

Réformes politiques et futures élections : Ace-conseil sensibilise les femmes sous l'arbre à palabres

P.25

/ Culture & société /

13ème édition de la « Photographie de Bamako » : Un espace de découverte de talents

P.26

Culture et la menace des médias : Le « bogolan » en voie de régression !

P.27

/ International /

Afrique de l'ouest : Les forces conjointes antiterroristes, des initiatives aux résultats incertains

P.28

Guerre russo-ukrainienne : Qui achète le pétrole et le gaz russes ?

P.31

/ Sport /

Espagne : Luis Enrique, le pire sélectionneur de la Roja depuis 40ans (STATS)

P.33

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou SISSOKO

Madouwa Prestige

Organic Herbal Teas



Tisane Madouwa

SCAN FOR INFO



Pour Femme / For Women

Tisane Damou

Lutte contre la sècheresse vaginale, infections urinaires donne une odeur fraiche / Revered by African Community for reducing urinary track infections, promoting natural vaginal moisture and neutralizing undesirable oders.

Ingredients: Nep nep & gongoli, gloue de gerofle, et plante secrète / nep nep & gongoli, cloves, miscellaneous herbs native to Mali, Africa.



20 tea bags / 100% natural

New York - USA : +1347 538 6505 / Mali - Africa : +223 95 36 37 22

Email : madouwa2019@gmail.com - Site : madouwaprestige.com



Cabale conte le président du CSDM Pourquoi?

Pour avoir recadré le chef de la milice peulh, Sékou Bolly, qui a accusé toute une communauté de soutenir le terrorisme, Mohamed Cherif Haïdara, un des vice-présidents de l'association Tabital Pulaku est victime d'attaques. Une de ses anciennes vidéos a été déplacée de son contexte afin de le faire passer d'un homme qui a toujours plaidé pour la paix et le vivre ensemble à un soutien aux terroristes. Quelle méchanceté !

Qui veut abattre le président du Conseil Supérieur de la Diaspora malienne (CSDM), l'un des vice-présidents de l'association pour la promotion et la protection de la culture Peulh, Mohamed Cherif Haïdara ? Qui veut faire passer le défenseur de la paix, de la cohésion sociale pour l'ennemi de la paix et l'ami des terroristes ? A quelle fin ? A qui servent les attaques contre Mohamed Cherif Haïdara ? Ce sont ces quelques questions qui se posent après les multiples sorties contre Mohamed Cherif Haïdara.

Les raisons de la guerre contre Sékou Bolly

Le président du CSDM a répliqué, la semaine dernière, à une sortie de Sékou Bolly qui accusait les peuls de Fatoma et du Kounari de terrorisme. Très touché par cette accusation qui risquait de mettre en danger ses frères et sœurs de Fatoma, Mohamed Cherif Haïdara a recadré le chargé de mission au ministère de la Réconciliation nationale et du Dialogue so-

ciale. Et il a indiqué que Sékou Bolly, chargé de mission dans un département en charge de la réconciliation nationale, ne devait pas tenir un tel discours. C'est pourquoi il avait demandé son limogeage. En plus de cet aspect, Mohamed Cherif Haïdara a dénoncé la détention illégale des armes de guerre par Bolly. Et cette sortie qui devrait, dans les normes, être saluée, qui a été le tort de Mohamed Cherif Haïdara.

L'imprudence du CDM

La sortie de Mohamed Cherif Haïdara contre Sékou Bolly semble dérangé certains. Les deux jours qui ont suivi sa réplique, certains ont balancé une ancienne vidéo de Cherif qui donnait son point de vue sur le dialogue avec les djihadistes. Et comme par hasard, le collectif pour la défense des militaires, sans chercher à comprendre de quoi il s'agissait, a produit un communiqué dans lequel il s'est attaqué à Mohamed Cherif Haïdara.

Les faits

En effet, la vidéo de Mohamed Cherif Haïdara qui a circulé sur les réseaux sociaux a été déplacée de son contexte. Elle a été manipulée



par des individus qui ont leur propre projet. « **Le Bureau Exécutif National du Conseil Supérieur de la Diaspora Malienne (CSDM) constate que la vidéo (interview du Président du CSDM relative aux négociations avec les djihadistes Maliens du Centre pour que la paix) a été manipulée par un prétendu Comité de Défense des Militaires (CDM)** », a dénoncé le CSDM dans un communiqué en date du 8 décembre 2022. Le communiqué indique clairement que la « **vidéo postée par des individus mal intentionnés qui ont travesti les propos du Président HAÏDARA** ».

Mohamed Cherif Haïdara n'est pas celui pour qui on veut le faire passer. Cette intervention, il l'a fait pour la paix au Mali. « **Le CSDM tient à préciser que la vidéo (manipulée à partir de la 51e seconde) qui circule sur les différentes plateformes est une partie de l'interview demandée par les journalistes après l'invitation du Président Haidara par le Haut Représentant du Président de la République pour les Régions du Centre, le Pr. Dioncounda Traoré, le 1er février 2020, janvier, au CICB, à Bamako** », a précisé le communiqué du CSDM qui a ajouté que « **au cours de cette rencontre, le Président Dioncounda Traoré a échangé avec les Forces Vives de la Nation et les représentations diplomatiques sur ses missions, les démarches entreprises et les conclu-**

sions inhérentes à la crise au Centre du Mali ».

Il s'agissait, lors de ladite rencontre, de faire le point sur le conflit intercommunautaire (Peulhs/Dogons) et de la lutte contre le djihadisme.

Le CSDM dénonce la demande la radiation du Président du CSDM de l'Association Tabital Poulaku et sa dissolution à cause de cette vidéo. « **Cette demande farfelue est injustifiée et irrecevable car M. Haidara a été invité au nom du CSDM et de non de Tabital Poulaku** », fustige le CSDM.

Ce qui le CDM a oublié, c'est que le Président IBK avait, à la suite du Dialogue National Inclusif (DNI), donné mandat au Pr Dioncounda Traoré pour négocier avec les djihadistes maliens lyad Ag Ghali et Amadou Kouffa. « **Donc,**

le CSDM regrette que cette vidéo ait été déplacée de son contexte pour faire place à une campagne d'intoxication et de dénigrement contre HAÏDARA qui est quotidiennement dévoué à la cause des Maliens établis à l'extérieur et ceux de l'intérieur », a-t-on précisé qui ajouté que « **M. HAÏDARA œuvre pour que son pays retrouve la sécurité, la paix et la cohésion sociale entre les filles et fils du Mali** ».

Par ailleurs, ceux qui combattent Mohamed Cherif Haïdara ne doivent pas oublier que la diversité d'opinion est garantie par la constitution du Mali. Ils ne doivent également pas oublier que le Mali est un pays laïc.

Anguimé Ansama



■ Issa Kaba



Reconnaissance de mérite : une demie douzaine du personnel du Groupe Renouveau distingués

Le Groupe Renouveau a été largement récompensé aujourd'hui par la Commission Nationale des Droits de l'Homme par la remise des attestations de reconnaissance à : Dramane Aliou Koné, PDG ;

Antoine Dembélé, journaliste ;

Youssef Traoré, animateur ;

Oumar Barou Sidibé, Journaliste ;

Maliki Diallo, journaliste ;

Adelle Samaké, présentatrice.

Ces attestations leur ont été décernées pour leur implication personnelle et celle de leur groupe de presse dans la protection et la promotion des droits humains.

C'était au terme du 14e symposium de la CNDH, tenu cette semaine à l'Ecole de maintien de la paix Alioune Blondin Beye.

Félicitations aux lauréats !



■ Mandela Cissé



MISE AU POINT

Depuis les premières heures du jeudi 8 décembre 2022, une vidéo amateur d'un peu plus de 90 secondes a inondé la toile et est devenue virale en l'espace de quelques minutes. Dans l'extrait filmé hier à mon insu à mon domicile par une tierce personne venue accompagner mon frère aîné, j'entretiens ce dernier, qui voulait avoir plus de précisions sur la mise à l'écart du gardien titulaire des Lions Indomptables Officiel à la coupe du monde FIFA Qatar 2022 à la veille de la rencontre du 28 novembre dernier contre la Serbie.

J'étais loin de m'imaginer que mon interlocuteur et moi étions filmés à des fins inavouées par la tierce personne qui se trouvait à bonne distance de nous dans mon bureau. Face au tollé général que la dif-

fusion de cette conversation supposée privée a prise sur la toile, il en ressort inéluctablement que sa mise en scène et sa communication à la masse avaient pour desseins finaux: la violation de mon intimité et l'atteinte à mon honorabilité en tant que Manager-Sélectionneur des Lions Indomptables du Cameroun, sur une situation ponctuelle qui m'a contraint à prendre une importante décision dans l'intérêt du groupe en pleine compétition.

Tout en condamnant et en me réservant le droit de poursuivre par voie légale l'auteur de cet acte odieux, je réitère mon attachement indéfectible au label Lions Indomptables et au respect des valeurs et des principes qui en sont les leviers.

Rigobert Song Bahanag

Manager-Sélectionneur des Lions Indomptables



■ Débat Politique de Radio Kledu



Débat Politique de Radio Kledu avec Kassim Traore

Primature : ce qu'il faut retenir

1- Le directeur de cabinet Singaré a démissionné : Selon certaines sources proches de la Primature, âgé de plus de 76 ans, M. Singaré a décidé d'aller se reposer pour ne pas subir le même cas que le Premier ministre, Choguel, qui a fait 4 mois avant de se remettre sur pieds. Il n'est mêlé à quoique ce soit contrairement à ce que l'on raconte. Il est en très bon terme avec Choguel K Maiga, pour preuve, Singaré attend la nomination de son successeur avant d'aller. Il est actuellement au bureau ce jeudi 8 décembre 2022.

2- Le chef de cabinet Salia SAMAKE sera bientôt remplacé car désigné par le Premier ministre, Choguel K Maiga, au sein de l'AIGE.



■ Issa Kaba



Heureusement que nous avons été prudent, Pélé est sorti de l'hôpital. Encore longue vie à vous altesse.



■ Malick Konate



En vue de la signature d'une convention de partenariat international, la Direction de l'École supérieure de Journalisme et des Sciences de la Communication ESJSC MALI Officiel a reçu les responsables de l'Institut supérieur de l'Information et de la Communication (ISIC) de Rabat.

Cette convention permettra aux deux écoles, de mettre en place de bases solides de coopération dans le domaine de l'éducation. Elle va également permettre d'organiser de colloques et de sorties pédagogiques, mais aussi de stage d'études pour les étudiants maliens au Maroc.

Deux bourses d'excellence sont accordées à chaque sortie de promotion. La durée du contrat est de trois ans renouvelables.

Suivons...<https://horontv.ml/3814-2/>

#HoronTV #Mali



■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, a accordé ce jeudi 08 décembre 2022, une audience à l'Ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne, Son Excellence Docteur Dietrich POHL.



Le Chef de la diplomatie malienne et le Diplomate allemand ont échangé sur plusieurs questions tant sur le plan bilatéral qu'à l'arène internationale contribuant au renforcement du partenariat entre les deux pays.

Dans la même veine, l'Ambassadeur allemand a réitéré l'attachement de son pays à sa relation avec le Mali avant d'annoncer la visite prochaine d'une délégation allemande de haut niveau en vue de poursuivre le dialogue nécessaire pour une coopération durable, plus dynamique et gagnant-gagnant.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Courrier international



Les propos de Vladimir Poutine désignant la mer d'Azov comme une "mer intérieure de Russie", et sur les ambitions de la Pologne en Ukraine font dire à la Nezavissimaïa Gazeta qu'il se fait "l'héritier de Pierre le Grand et de Staline" concernant ces territoires.



Wendpouire Charles Sawadogo



Burkina: un projet de raffinage de l'or sur place et la révision du code minier!

Serge Daniel



#Mali-Cote d'Ivoire- Togo- CEDEAO-Affaire des 46 militaires ivoiriens arrêtés à Bamako depuis plus de 4 mois: D'après mes informations, Robert Dussey, ministre togolais des AE, vient d'effectuer un discret séjour à Bamako au cours duquel il a rencontré le colonel Assimi Goïta.

#CEDEAO/ Militaires/Forces anti pustch/ D'après mes informations, après le sommet de la CÉDEAO à Abuja, les choses s'accroissent. En principe réunion le 19/12/ des chefs d'état major de la CÉDEAO pour parler de la mise sur pied de la Force anti-coups d'état et contre le terrorisme.

Larmes des pauvres



#Mali #Ségou 7/12/2022 sept (7) membres d'une même famille sont mortes après le passage de leur charrette sur un #EEI à #Tokolo_coura dans le cercle de #Macina.

Fahad Ag Almahmoud



Tessit: les affrontements de cet après-midi entre l'EIS et le GSIM ont été perturbés vers les crépuscules par des frappes de l'hélicoptère des FAMA. Pourquoi ne pas laisser les méchants se faire la peau ?

No comment !



Nous, africains prions pour que notre équipe accède à la demi-finale. Le reste importe peu. Bonne chance les Lions de l'Atlas Amazigh!



AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif à **l'entretien et nettoyage des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts.**

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA.**

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 13 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT

L'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS), sur financement de son budget de l'exercice 2023, lance un appel d'offres ouvert relatif au **gardienage et surveillance des locaux de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) en trois (03) distincts**.

Les sociétés ou entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le dossier d'appel d'offres à la Direction Financière et Comptable de l'INPS tous les jours ouvrables de 08 heures à 15 heures contre paiement de la somme non remboursable de **deux cent mille (200.000) F CFA**.

La séance d'ouverture des plis aura lieu le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 14 heures** dans la salle du Conseil d'administration de l'INPS, Direction Générale sise Square Patrice Lumumba en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants.

Les offres doivent être déposées au Secrétariat Particulier du Directeur Général au plus tard le **Jeudi 29 Décembre 2022 à 12 heures** et accompagnées d'une caution de soumission d'un montant égal au moins à **quatre millions francs CFA (4 000 000 F CFA)** pour le lot1 et **trois millions francs CFA (3 000 000 F CFA)** pour les lots 2 et 3.

OUSMANE KARIM COULIBALY

Départ du Directeur de Cabinet du Premier ministre : Démission ou repos ?



Trois jours, après la reprise du Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga, des informations font état de la démission, pendant que certaines sources évoquent une demande de repos du Directeur de Cabinet du Premier ministre. Qu'en est-il réellement ?

Selon notre confrère, Serge Daniel, Issiaka Ahmadou Singaré, haut cadre malien et directeur de cabinet du Premier ministre aurait rendu sa démission. « **Le Directeur de Cabinet de la Primature, a présenté sa démission au Premier ministre Choguel Maïga** », peut-on lire sur son compte Twitter. Avant d'ajouter : selon un de ses proches, « **son honneur est plus important** » que le poste qu'il occupe.

La chose est d'autant plus curieuse, que cette prétendue « démission » intervient quelques jours après le retour du Premier ministre Dr Choguel Kokalla Maïga. Certains vont jusqu'à spéculer, en affirmant que, le retour du Premier ministre serait mal perçu par quelques cadres dans son entourage.

Il n'en est rien, manifestement. Selon nos sources, Issiaka Ahmadou Singaré aurait plutôt sollicité un repos, au regard de son âge avancé et les charges qui lui incombent à ce poste.

« **M. Singaré a décidé d'aller se reposer pour ne pas subir le même cas que le Premier ministre, Choguel Kokalla Maïga, qui a fait 4 mois avant de se remettre sur pieds. Il n'est mêlé à quoique ce soit, contrairement à ce que l'on raconte. Il est en très bon terme avec Choguel Kokalla Maïga. Pour preuve, Singaré attend la nomination de son successeur avant d'aller. Il est actuellement au bureau...** », a indiqué le confrère de la Radio Klédou, Kassim Traoré sur sa page Facebook, hier jeudi 8 décembre 2022.

Par la même occasion, le confrère explique, que le chef de cabinet Salia Samake sera bientôt remplacé, car désigné par le Premier ministre, Choguel K Maïga, au sein de l'AIGE.

Une autre source à la Primature de renchérir : « **hier l'intéressé a informé ses collaborateurs de ce qu'il a demandé au Premier Ministre de le libérer pour se reposer (il a plus de 76 ans). Mais il se refuse à parler de démission** ».

Binadjan Doumbia

Affaire détournement des fonds COVID-19 : Les opérateurs économiques renoncent à la grève !



Pour donner une chance aux négociations, le secteur privé a décidé de surseoir à son mot d'ordre de grève, prévu pour ce vendredi 9 décembre 2022...

Annoncée pour ce vendredi 9 décembre 2022, la journée d'asphyxie de l'économie nationale n'aura plus lieu. Du moins, pas pour le moment. Et pour cause, le secteur privé a décidé de donner une chance aux négociations ouvertes avec le gouvernement, hier jeudi 8 décembre 2022. En effet, il convient de rappeler que le Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM), et certains de ses collaborateurs ont été placés en garde à vue, mardi 22 novembre à la Brigade du Pôle Economique et financier de Bamako, puis inculpés. Cependant, le Président de la Chambre de commerce et d'industrie du Mali (CCIM), Youssouf Bathily, son secrétaire général Cheick Oumar Camara et son comptable Lamine Sacko, bénéficiant d'un grand soutien des opérateurs économiques, ces derniers ont menacé de suspendre toute activité, ce vendredi en signe de protestation contre l'arrestation et la mise en prison de leur Président. Rappelons que le Président de la CCIM et ses deux collaborateurs sont soupçonnés dans une affaire d'atteinte aux biens publics, en lien avec la gestion d'un fonds de plus de 10 milliards de F CFA, lié à la maladie à coronavirus COVID 19. Espérons qu'une issue mutuellement favorable soit trouvée ! Car, une énième crise économique est tout sauf nécessaire pour le Mali.

Binadjan Doumbia

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp : 70 442223 / Email : ampikile@gmail.com
Site : www.malikile.com

Mali : Lamamra met l'accent sur l'indispensable réintégration des combattants dans le cadre de l'accord d'Alger



Le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ramtane Lamamra, a estimé, jeudi à Oran, que la réintégration des combattants au Mali dans le cadre de l'Accord d'Alger est un défi pour donner à chacun la possibilité de croire à une nouvelle vie au lieu de combats entre frères.

Lors de la session "Réponses africaines aux menaces émergentes pour la paix et la sécurité sur le Continent", dans le cadre de la deuxième journée des travaux de la 9ème Conférence de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, le ministre a souligné que la réintégration des 26.000 combattants maliens membres des mouvements signataires de l'Accord d'Alger, traitée en deux temps (concernant le désarmement, l'armement et la réintégration) "est un défi pour donner à chacun la possibilité de croire à une nouvelle vie au lieu de se battre entre frères. C'est un travail à long terme semé d'embûches".

M. Lamamra a ajouté : "Les choses n'évoluent pas de manière régulière. Il y a des avancées et des reculs. C'est la voie que nous devons emprunter, et il n'y a pas d'autres alternatives".

Par ailleurs, le ministre a indiqué que "nous ne pouvons pas renforcer l'unité nationale si nous ne pouvons pas réaliser l'unité de l'armée nationale (Mali), et cela est essentiel. Par conséquent, le monopole des armes dans un pays fragile devrait revenir aux forces armées de la République et toutes les dispositions doivent être prises pour qu'il y ait une formation consensuelle des forces armées, que ce soit à un niveau inférieur ou supérieur de la hiérarchie du commandement militaire".

M. Lamamra s'est félicité de la précieuse coopération entre l'Union africaine, les Nations Unies et La Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA).

Pour rappel, cette 9ème Conférence de haut niveau est marquée par une participation de haut niveau, notamment à l'échelle ministérielle, des Etats membres du Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine UA, ainsi que des membres africains du Conseil de sécurité des Nations

Grogne sociale : Trois grèves annoncées pour la semaine prochaine



Ces arrêts de travail de trois jours sont prévus au niveau des secteurs de la santé, de l'éducation, et de la justice. Au même moment, la grève des enseignants de l'Académie de Sikasso doit prendre fin ce jeudi soir.

A Sikasso et Kadiolo, les écoles publiques et privées de l'Académie d'enseignement de ces localités sont fermées depuis mardi passé (06.12.22). Les enseignants grévistes protestent contre la mutation d'un enseignant à Kadiolo. Cette grève doit prendre fin ce jeudi 08 décembre. Au niveau national, la synergie des syndicats enseignants signataires du 15 octobre 2016 a déposé cette semaine un préavis de grève de trois jours à partir du 14 décembre 2022. Elle demande l'application de l'article 39 portant statut du personnel enseignant.

Trois autres jours de grève sont également prévus par la section syndicale de la justice du syndicat des travailleurs de l'administration publique (SYNTAP). Cet arrêt de travail devrait commencer le 12 décembre prochain. Les grévistes exigent du gouvernement une indemnité judiciaire. Le collectif des syndicats du CHU du Point G annonce aussi une grève à la même période. Cet arrêt de travail est reconductible si leurs revendications ne sont pas satisfaites avant le 16 décembre 2022, préviennent les syndicalistes. « Il faut instaurer le dialogue social pour stabiliser le front social ». Les autorités doivent prioriser le dialogue pour prévenir les grèves et apaiser le climat social. Tel est l'avis de Brehima Mamadou Koné, politologue :

Source : Studio Tamani

unies, en plus des experts et des représentants de haut niveau des instances africaines et des Nations Unies.

Cette édition devra aussi examiner la question de "faire taire les armes en Afrique" par le désarmement et le contrôle de la prolifération des armes légères et de petit calibre illégal, ainsi que la lutte contre le fléau du terrorisme et de l'extrémisme violent, en plus des questions liées à l'imposition et à l'application de sanctions internationales.

Source : APS

Sénégal : Adjì Sarr veut un « procès public » contre Ousmane Sonko



Les quotidiens sénégalais parvenus jeudi à APA titrent sur une diversité de sujets dominés par les arrestations tous azimuts dans les rangs de l'opposition alors que la jeune masseuse Adjì Sarr réclame un procès public contre son présumé violeur, l'opposant Ousmane Sonko. Après les violences physiques dirigées contre la députée de la coalition du pouvoir Amy Ndiaye, Walf Quotidien estime que « Macky brandit le bâton » et « veut l'application de la loi » contre ses bourreaux, les députés de l'opposition Massata Samb et Mamadou Niang. En conseil des ministres mercredi, le chef de l'Etat « a demandé au Premier ministre de prendre les +dispositions requises+ pour l'application de la loi ».

Régissant à la sortie d'Ousmane Sonko après leur confrontation au bureau du doyen des juges, l'ex-masseuse du salon Sweet Beauté, Adjì Sarr, « appelle de tout cœur à un procès public » dans Vox Populi. « Les Sénégalais le veulent tout comme moi parce que je veux reprendre ma vie », a insisté Mme Sarr qui accuse le maire de Ziguinchor (sud) de viols et menaces de mort.

Dans cette affaire, Le Témoin note que le doyen des juges, Oumar Maham Diallo, est « le visage d'une justice à bout de souffle ». « Entre les frêles mains de ce juge d'instruction, reposent la paix et la stabilité du pays durant les prochains mois. Oumar Maham Diallo a donc la lourde mission de rendre une justice équitable », souligne le journal.

Libération note déjà que « le tribunal (est) dans tous ses états » avec les arrestations de plusieurs personnes proches du parti Pastef d'Ousmane Sonko, le principal opposant du pouvoir de Macky Sall. « Fadiou Keita, Mouhamed Lamine Bara Diop et Oscar Diouf (seront) édifiés sur leur sort ce jeudi », souligne le journal.

Il précise que « le cadre de Pastef (Fadiou Keita) a été arrêté par la Sureté urbaine après une publication dans laquelle il évoque entre autres une +purge ethnique+ tout en soutenant que (les agents de renseignement) Didier Badji et Fulbert Sambou +ont été enlevés+ » alors que les autorités ont fait état de leur disparition avant que le corps du second ne soit retrouvé quelques jours plus tard par un pêcheur, selon la presse.

Remise d'Équipement aux FAMA : Le 22 novembre, la Minusma a remis au bataillon des forces armées reconstituées de Kidal (batfar) un lot d'équipement



Financé par une enveloppe de 26 millions de Francs CFA, il se compose de 214 lits, 214 imperméables et d'une dizaine de climatiseurs. Un geste qui selon Mamadou DIARRA, le Commandant du bataillon « prend en compte les préoccupations des soldats.

Les premiers matériels qui sont arrivés sont de qualité. Nous souhaitons que le reste le soit aussi pour renforcer les capacités opérationnelles du BATFAR dans ses missions de réconciliation à Kidal, » a-t-il conclu en réceptionnant ce lot de matériels. Pour Elhadji Ibrahima DIENE, Chef du Bureau de la MINUSMA dans la région, « Appuyer ce bataillon, c'est aussi appuyer le retour de l'état et nous y contribuons à travers d'autres projets. Celui là vient en supplément pour contribuer à l'amélioration des conditions de vies et de travail des vaillants soldats du bataillon reconstitué ».

Le même jour, un deuxième projet de plus de 20,5 millions de francs CFA a été remis par la police des Nations unies (UNPOL) à l'association BAARA d'Anghamali, pour améliorer la productivité de son périmètre maraîcher grâce à l'installation d'un forage.

Source : MINUSMA

L'Observateur mène une « enquête sur la reconstitution des gangs en prison » au Sénégal, notant que « sur 100 détenus, 56 ont déjà fait la prison ». « En prison, ils créent des liens et mettent en place leurs projets de casse », souligne le journal qui recueille également « le témoignage glaçant d'un gangster ».

En football, le sélectionneur Aliou Cissé tire dans Stades le bilan du parcours des Lions du Sénégal à la Coupe du monde en cours au Qatar. « Il y a eu des progrès. L'équipe a franchi un cap sur le plan mental. Malgré toutes les absences, le groupe est resté soudé », a-t-il indiqué, appelant maintenant à « attaquer plus fort les prochaines échéances ».

Source : APA

Choguel au comité stratégique du M5 : “ nous sommes condamnés à réussir”



Le Premier ministre Choguel Kokalla MAÏGA a rendu visite au comité stratégique du Mouvement du 5 juin Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP), le mardi 6 décembre, au Cabinet du chef de file de l'Opposition à Badalabougou où il a salué le soutien et l'accompagnement de ses alliés pendant son repos forcé pour raison de santé.

Au lendemain de sa reprise de fonction à la Primature, après plus de trois mois d'absence, le chef du gouvernement, Choguel Kokalla MAÏGA, a été accueilli par des cadres et militants du Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5 RFP) au siège du Cabinet du chef de file de l'Opposition d'alors.

Après l'accueil, Choguel s'est entretenu pendant quelques minutes avec les membres du Comité stratégique du M5-RFP dont il était président. Au cours de cette entrevue, le Premier ministre a salué le soutien, l'accompagnement et les bénédictions du M5, du peuple malien et du reste du monde à son égard.

Ensuite, il a rappelé l'ampleur des défis et du challenge dans la conduite de la transition dans un contexte marqué par la cherté de la vie, l'ébullition du front social, entre autres. En dépit de ces situations, il a estimé que la transition doit atteindre ses objectifs.

« Nous avons l'obligation de réussir. Les Maliens comptent beaucoup sur ce pouvoir. Quelles que soient les difficultés, nous sommes condamnés à réussir. Parce que, Dieu nous en garde, si on ne réussit pas, nous, les acteurs de la rectification, sommes tous responsables. Que tout le monde comprenne que personne n'a plus intérêt à la réussite de la transition que le M5-RFP », a déclaré le chef du gouvernement.

Principale force du soutien de la Transition, le Premier ministre a salué la décision du comité stratégique du M5-RFP d'élargir le groupe à tous

Diré : Les jeunes alertent face à la crue des eaux

La crue exceptionnelle de cette année a engendré une situation humanitaire préoccupante dans le cercle de Diré. Les 13 communes du cercle ont été touchées. Une situation face à laquelle les jeunes veulent se mobiliser.

Ce 9 décembre 2022, les jeunes de la localité organisent un rassemblement pour attirer l'attention des autorités sur la gravité de la situation et informer l'ensemble des ressortissants pour réfléchir ensemble aux actions à mener, explique M. Ibrahim Yoro Maiga, membre de la jeunesse, organisateur de la rencontre. Il s'agit pour eux d'agir rapidement pour contrer les conséquences de cette crise sans précédent.

En effet, outre les cas de maladies devenus récurrents dans la localité, ce sont les cultures de contre-saison qui sont compromises. Or, la localité est pourvoyeuse notamment d'oignons et surtout de blé. Une menace supplémentaire pour la sécurité alimentaire et la survie des populations, déjà affectées par les effets de la crise sécuritaire dans le pays.

Source : Journal du Mali



ceux qui soutiennent la transition. À cet effet, des démarches sont déjà entamées pour les rencontrer.

« Nous sommes en démocratie, il faut savoir que certains ne vont pas nous rejoindre », a-t-il prévenu.

À ce jour, après le coup d'État, de nombreuses organisations de la société civile et de mouvements politiques ont été créés avec comme objectif de soutenir le processus en cours, à travers la transition.

Jeamille BITTAR, le porte-parole du M5, s'est réjoui de cette visite du Premier ministre au comité stratégique attestant la fidélité et la reconnaissance de ce dernier. La preuve, a-t-il déclaré il n'a pas oublié le M5-RFP, tout en soulignant qu'ils vont mener ensemble le combat pour le Mali Kura.

PAR SIKOU BAH / Source : Info-Matin



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Secretariat Général

Service des Ressources Humaines

République du Mali
Un Peuple - Un But - Une Foi

AVIS D'APPEL A CANDIDATURE

I. OBJET :

Sélection d'une Greffière en Chef pour le poste de l'Unité des Plaintes et des Dénonciations de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

II. TÂCHES DE L'UNITÉ :

L'Unité des Plaintes et des Dénonciations est chargée :

- de recevoir et de traiter les plaintes et dénonciations relatives aux faits relevant de l'enrichissement illicite et infractions connexes dont elle est saisie par le Président ou le Conseil de l'Office ;
- d'examiner les dénonciations et plaintes adressées par le public et tous autres usagers à l'OCLEI et proposer, a cet effet, des rapports a l'attention du président de l'OCLEI ;
- d'élaborer les notes de synthèse incluant les propositions de suite 4 donner ;
- d'exploiter les rapports des structures de contrôle et d'autres organisations de la société civile transmis à l'OCLEI a sa demande ;
- de gérer le numéro vert.

III. COMPÉTENCES :

- avoir une bonne connaissance du droit pénal, du droit civil et de l'administration publique malienne ;
- avoir une bonne expérience en rédaction administrative précisément en matière d'analyse et de synthèse ;
- avoir une bonne maitrise d'élaboration de note technique assortie d'avis juridique ;
- avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- avoir l'esprit critique et l'esprit d'équipe ;
- avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- être apte a travailler sous pression ;
- être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;

- être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs
- maîtriser l'outil informatique ;
- avoir de bonnes qualités relationnelles.

IV. QUALIFICATIONS REQUISES :

4.1. Formation :

Etre titulaire au moins d'une maîtrise en Droit;

4.2 Expérience :

avoir au moins 05 ans d'expérience après titularisation dans le corps des Greffiers en chef ;

4.3 Connaissance informatique :

- Bonne connaissance des outils informatiques [Word, Excel, Internet et power point].

4.4 Condition d'âge :

- Etre 4gée d'au moins 30 ans et d'au plus 50 ans.

Les candidatures féminines sont privilégiées conformément a la Loi n°2015-052 du 18 décembre 2015 instituant des mesures pour promouvoir le genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives.

V. LIEU DE TRAVAIL

La Greffière en Chef sera basée 4 Bamako et pourra être déplacée, en cas de besoin, en tout autre endroit.

VI. DOSSIERS À FOURNIR

- une lettre de motivation de 2 pages au maximum adressée au Président de l'OCLEI ;
- unCV actualisé daté et signé (sans photo) ;
- une copie certifiée conforme des diplomes de formation supérieure ou leurs équivalences ;
- trois (3) lettres de recommandation prouvant les expériences requises, des attestations de travail et de formation dans des postes de responsabilité occupés;
- certificat de nationalité;
- arrêté de titularisation dans le corps des Greffiers en chef.

VII. DATE ET LIEU DE DÉPÔT DES DOSSIERS :

Les dossiers de candidature doivent être déposés sous plis fermé avec indication sur l'enveloppe « Candidature au poste de Chef de l'Unité des Plaintes et Dénonciations de l'OCLEI » au plus tard le 30 décembre 2022 4 16 heures GMT au Bureau d' Accueil et d' Orientation de l' Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ; Place CAN, rue: 390, Hamdallaye A.C.I 2000-Bamako.

Aucun dossier ne sera accepté après la date limite indiquée. Seules les candidates présélectionnées seront contactées.

Symposium national sur les droits de l'Homme au Mali : Amplifier la lutte contre l'impunité

L'ouverture des travaux du symposium national sur les droits de l'homme au Mali, s'est tenue le mercredi 7 décembre 2022, dans la salle de conférence de l'École de maintien de la paix Alioune Blondin Beye (EMP-ABB). Le thème de cette 14^e édition est « Dignité, Liberté, et Justice pour Tous ». Cette activité a été présidée par Mahamadou Keita, représentant du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux.



L'occasion a été marquée par la présence du président de la Commission Nationale des droits de l'Homme, Aguibou Bouaré, des acteurs gouvernementaux, des défenseurs des droits humains, des représentants des organisations féminines, de la société civile ainsi que des partenaires techniques et financiers.

La Commission Nationale des Droits de l'Homme a été créée par la Loi N°2016 – 036 du 07 Juillet 2016 complétée par le décret N°2016- 0853 P-RM du 08 novembre 2016 qui fixe sa composition et les modalités de son fonctionnement. La CNDH a pour missions principales de contribuer à la promotion et à la protection des droits de l'homme au Mali. Le symposium national sur les droits de l'homme au Mali a pour but de faire l'état des lieux de la situation des droits humains dans notre pays, de partager les bonnes pratiques et perspectives, à travers un regard externe,

pour le respect des droits humains, dans un contexte de crise sécuritaire.

Dans son discours, le président de la Commission nationale des Droits de l'Homme, M. Aguibou Bouaré a souligné que cet événement annuel « important » de l'institution nationale des droits de l'homme qu'il dirige, s'inscrit régulièrement dans le cadre de la célébration de la date anniversaire de l'adoption de la Déclaration universelles des droits de l'Homme et du mois de droits de l'Homme. « **S'il se veut un état des lieux de la situation des droits humains, il constitue également un cadre de rappel des engagements nationaux, sous régionaux, régionaux et internationaux de notre pays qui, historiquement, a été le précurseur des droits inaliénables de l'Homme à travers la charte de Kurakan Fuga en 1226, une des sources importantes des droits humains** », a-t-il indiqué.

En effet, le président de la CNDH a précisé que les droits de l'Homme ou les droits humains ne sont pas une œuvre de charité. « **Ils ne sont pas une faveur que l'État accorde ou devrait accorder aux citoyens. Ils sont au contraire une obligation fondamentale à la charge de l'État ; car il en est le principal débiteur à l'égard de toute personne se trouvant ou qui viendrait à se trouver sur le territoire malien** », a-t-il indiqué.

« **J'en appelle donc à l'amplification de la lutte contre l'impunité. Une lutte contre l'impunité qui ne peut être mise en œuvre que par un appareil judiciaire performant. Cette lutte noble doit contribuer à la construction du nouveau Mali, un Mali meilleur dans lequel la justice prend le pas sur l'arbitraire et l'impunité** », a souhaité Aguibou Bouaré.

Pour sa part, le représentant du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mahamadou Keita, a souligné que le Mali est confronté depuis plus d'une décennie à une crise socio-politique et sécuritaire sans précédent ; avec son lot des graves violations des droits de l'Homme. « **Notamment, la criminalité organisée, la traite de personnes, le trafic des armes et de drogue, l'extrémisme violent ainsi que la radicalisation des djihadistes** », a-t-il cité entre autres.

Aussi, le représentant du Ministre de la Justice et des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux Mahamadou Keita a précisé que pour lutter contre ces violations, protéger les populations et prévenir d'éventuelles violations, les actions de l'État seul ne suffisent pas. « **Il est impératif que tous les acteurs se donnent les mains et redoublent les efforts pour une paix durable dans une société réconciliée** », a-t-il conclu.

■ Maffenin Diarra

Journalisme et Communication : Le mariage de raison de l'ESJSC –Mali et l'ISIC- Maroc

Pour une durée de 3ans, éventuellement reconductibles pour des périodes successives, cette convention de partenariat permettra de diversifier les pratiques pédagogiques et scientifiques en Licences, Masters et Doctorats.



Pour offrir à notre pays des ressources humaines de qualité, dans le journalisme et les sciences de communication, l'Ecole supérieure de journalisme et des sciences de la communication (ESJSC) du Mali, et l'Institut supérieur de l'information et de la communication (ISIC) du Maroc décident de cheminer ensemble, à travers la signature d'une convention de partenariat.

Laquelle a été scellée, ce mercredi 7 décembre 2022 dans l'enceinte de l'ESJSC. La convention a été matérialisée par l'appose des signatures des deux directeurs sur les documents.

C'était en présence du conseiller politique et relations publiques de l'Ambassade du Royaume du Maroc au Mali, M. Amine Ahmed-Ayoubé et le chef de cabinet du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Yacouba Kebé.

Avant le paraphe des documents, l'assistance a eu droit à une série de discours. Intervenant en premier, le directeur général de l'ESJSC, Dr Aboubacar Abdoulwahidou Maiga dira que désormais, ces deux grandes écoles travailleront ensemble pour une meilleure qualité de formation à l'endroit de leurs étudiants, dans une posture de complémentarité. Ce faisant, les étudiants de l'ESJSC pourront poursuivre leurs études supérieures au Maroc à travers ce partenariat, conformément aux conditions arrêtées entre les deux parties.

Le directeur général de l'ISIC du Maroc, Pr Abdellatif Bensfia dira, à son tour, que chaque année, deux bourses d'études en Master à l'ISIC seront offertes au Mali par l'Institut, à travers l'Ambassade du Maroc. Il a également apprécié l'hospitalité malienne à son endroit durant son séjour à Bamako.

Le conseiller de l'Ambassadeur du Maroc au Mali, M. Amine Ahmed Ayoubé quant à lui, a rassuré les deux parties de l'accompagnement sans faille de son pays, pour la pérennisation dudit partenariat.

Le chef de cabinet du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, M. Yacouba Kebe a d'abord salué l'initiative. Avant de louer les mérites des deux directeurs. Il les a ensuite rassurés de l'accompagnement soutenu du département de tutelle, pour l'atteinte des objectifs assignés.

Il est à noter que le Pr Abdellatif Bensfia est déjà venu au Mali, pour partager l'expérience de l'ISIC aux étudiants de l'ESJSC avant la signature de cette convention.

Ki-Zerbo

Lutte contre la corruption : Constat d'impuissance

Le Vérificateur général, Samba Alhamdou BABY, a solennellement remis son Rapport annuel 2021 au Président de la Transition, Assimi GOITA, fin novembre. Le rapport annuel 2021 est alimenté par la synthèse de 33 rapports sectoriels qui sont répartis en 20 vérifications financières ou de conformité, huit vérifications de suivi des recommandations, quatre vérifications de performance et une évaluation de politique publique. Ce dernier rapport révèle que le manque à gagner recensé par ce rapport de vérifications de différentes structures bénéficiant de ressources financières publiques tourne autour des dizaines de milliards de F CFA.

Au-delà de l'ampleur du phénomène qui n'est pas une surprise dans notre pays, nombreux sont les observateurs qui s'interrogent sur les capacités de l'État à endiguer cette corruption qui gangrène la société malienne à tous les niveaux.

En effet, malgré quelques « mesures » pour lutter contre ce phénomène, il persiste au sein de la société.

Quelle est l'utilité pratique de ces différents moyens de lutte mis en place à grand renfort de publicité ?

Le refus de sanctionner la corruption n'est-il pas aussi une forme de corruption ? Dans son allocution introductive, le Vérificateur général du Mali a soutenu que la remise solennelle du Rapport annuel est un événement hautement symbolique marquant un moment inédit de porter à la haute attention du Président de la Transition, la synthèse des observations, analyses, critiques et suggestions formulées au compte de l'année 2021.

Le Chef de l'État a répondu que : « la lutte contre la corruption et la délinquance financière fait partie des priorités des autorités de la Transition. En témoignent les sollicitations importantes adressées au Bureau du Vérifica-

teur Général par les membres du Gouvernement ».

Malheureusement, en dépit des discours politiques, au fil des années, on se demande si cette volonté politique n'est pas que persuasive, car nous avons déjà 17 rapports annuels exhibant de gros manques à gagner au préjudice de l'État ou des deniers publics sans que les auteurs ne soient véritablement inquiétés par la justice.

Si l'on s'amuse à ressasser les manques à gagner ou les irrégularités financières relevées par les 17 rapports, c'est plusieurs centaines de milliards qui sont concernés. Combien de ces montants ont-ils été restitués au Trésor public ?

Le Bureau du Vérificateur général (BVG), à l'image des autres structures de contrôles, a un bilan presque négatif en la matière eu égard aux ressources servant à le faire fonctionner.

Pour rappel, le premier rapport annuel du BVG date de 2005, alors que la loi qui le créait date de 2003. La structure a été modifiée par d'autres textes dont le plus récent est la loi du 23 décembre 2021, en vue de renforcer son ancrage institutionnel et faciliter sa saisine.





Mais, il semble qu'au décompte, l'addition du manque à gagner découlant des rapports du BVG est toujours salée, voire très salée. L'argent du contribuable est toujours trop mal géré (euphémisme pour dire qu'il est volé et/ou détourné).

De 2003 à 2022, 18 ans déjà que le Bureau du Vérificateur général existe dans l'architecture des autorités administratives indépendantes du Mali.

Il est, du reste, spécifiquement assis sur le terrain de la traque de la délinquance financière et de la lutte contre la corruption. Mais son bilan d'activités est plutôt mitigé. De l'attribution des marchés publics au niveau des ministères aux simples contrôles de formalité sur les voies publiques par les policiers, tous les domaines sont fouillés.

C'est quasiment l'indifférence vis-à-vis des vérificateurs ; car les missions de vérification financière ou de performance n'effraient plus aucun agent public.

De nos jours, bon nombre des cadres et des citoyens ordinaires prétendent qu'il est vain de s'époumoner à lutter contre la corruption et invoquent tantôt la fatalité, tantôt la nécessité pour justifier leurs actes répréhensibles. Est-ce une fatalité ?

En tout cas, ses effets touchent toutes les couches sociales, ce qui freine, considérablement le développement du pays à tous les niveaux. Les causes de la persistance de la corruption sont nombreuses, et cela va du plus haut sommet de l'État à la société civile.

Ainsi, on assiste à l'expansion des réseaux de corruption et de détournement des fonds pu-

blics qui vivent indubitablement leur printemps dans le Mali d'aujourd'hui.

En effet, l'exigence de transparence dans la gestion des affaires publiques est devenue une obligation en matière de gouvernance démocratique.

Selon l'ONU, la corruption est un phénomène qui affecte beaucoup de pays et qui a un effet direct sur le développement et le bien-être des populations.

Cette problématique est aussi bien présente au Mali et elle semble s'être renforcée ultérieurement à cause de l'instabilité politique et de la crise multidimensionnelle que traverse depuis quelques années le pays comme en témoigne les données des classements réalisés chaque année par Transparency International et la fondation Mo Ibrahim.

Les phénomènes de corruption et de mauvaise gouvernance ont d'ailleurs été l'une des causes du mouvement de protestation populaire qui a abouti à la mise en place, en 2020, d'un processus de transition et cette question figure à juste titre parmi les priorités des autorités actuelles.

C'est pourquoi la corruption et l'impunité doivent être combattues et sanctionnées avec rigueur. Le refus de sanctionner, le silence devant la corruption appartiennent aussi à l'ordre de la corruption.

La corruption n'est pas une fatalité et la preuve a été donnée par le régime socialiste de la Première République. A l'époque, les cadres nouvellement aux affaires du pays avaient un idéal soutenu par l'idéologie socialiste et les principes encore vivaces qui ont guidé pour l'ac-

cession à l'indépendance.

L'avènement du Comité Militaire de Libération Nationale à la suite du Coup d'État du 19 novembre 1968, a libéré les instincts des corrupteurs et des corrompus et l'exemple le plus cité est la construction des villas de la sécheresse sur le détournement des dons de l'aide alimentaire.

Sous ce régime militaire, la corruption a persisté et a été érigée en système dont le centre de gravité se trouvait dans l'entourage des hautes autorités du pays.

Le régime de la Troisième République a fait des milliardaires dans tous les secteurs par la systématisation des 10% dans l'attribution des marchés publics, les exonérations et autres privilèges distribués aux opérateurs économiques avec les retombées qui en découlent. La révolution de mars 1991 et l'instauration du multipartisme intégral auraient dû moraliser la vie publique. Mais hélas, le libéralisme économique a été assimilé par certains opérateurs économiques à une licence à l'enrichissement à outrance et par tous les moyens et même par la corruption.

La société civile a un rôle de premier plan dans le processus de bonne gouvernance, car elle a le monopole du contrôle de l'action gouvernementale par ses représentants. Mais lorsque celle-ci s'engouffre dans la pratique de la corruption, cela ne fera qu'encourager les dirigeants à pérenniser dans cette situation mafieuse parce que tout simplement ils n'auront de compte à rendre à personne si ce n'est qu'à leur conscience.

Tout d'abord, pour mener à bien cette lutte, il est indispensable de mettre l'accent sur la séparation des différents pouvoirs : législatif, exécutif et judiciaire. Le système judiciaire est l'acteur « par excellence » de la lutte contre la corruption.

La lutte contre la corruption n'aura de succès que lorsque toutes les couches de la société et les autorités politiques et judiciaires s'impliqueront à fond, à savoir l'État à travers les institutions de la République par une volonté politique sans réserve, ensuite les élus par les moyens d'information, d'éducation, de sensibilisation et de vulgarisation des méfaits de la corruption.

Par Abdoulaye OUATTARA
Source : Info-Matin



Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « **DÈMÉSO** »



80001120
80001122



+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Sécurité au Mali : Le combat du consortium RENEDEP-ADD

Il s'agit de renforcer les capacités des membres de ce consortium, en vue de leur permettre de mieux participer au retour de la sécurité dans notre pays, à travers des plaidoyers.

Sur financement des Pays Bas, à travers le programme Just Future, l'hôtel Massaley de Bamako abrite depuis hier, un atelier de deux jours de formation à l'endroit des membres du consortium, Aide au développement durable (ADD) et du Réseau national pour l'éveil démocratique et patriotique (RENEDEP). Le thème central de cette formation est : « **Rôle des Organisations de la société civile (OSC) dans le contrôle externe du secteur de la sécurité** ».

Ainsi, cette formation de renforcement des capacités, devrait permettre aux acteurs de la société civile de jouer pleinement leur rôle dans le processus de réforme du secteur de la sécurité au Mali, dont l'appellation anglaise est African Security Sector Network (ASSN) et ses partenaires membres du consortium. Interactive, ladite formation est organisée en lien avec la Mission multidimensionnelle in-

tégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) et les institutions indépendantes dont la Commission nationale des droits de l'Homme (CNDH), le Bureau du Vérificateur Général (BVG) et le Médiateur de la République.

Après les mots de bienvenue de M. Boubacar Maiga, le Dr Kalilou Sidibé de l'ASSN a mis l'accent sur la contribution de son organisation dans la recherche de la stabilisation des nations, à travers la sécurité. M. Sidibé dans son intervention, à l'allure d'un cours magistral, s'est appesanti sur l'apport inestimable de la Minusma pour la stabilisation de notre pays, le Mali. Selon lui, la sécurité ne se réduit pas à l'intervention militaire sur le terrain. C'est aussi, la réalisation des projets à travers des activités génératrices de revenus pour les populations concernées. Sur le sujet, la Minusma en a fait beaucoup au Mali.

M.Éric Blaise de la Minusma, quant à lui, a d'abord salué l'engagement et la détermination du consortium pour le combat entrepris à la faveur du retour de la sécurité au Mali. Il a également laissé entendre que l'implication des Organisations de la société civile (OSC) dans ce volet, qu'est la sécurité, rend visible les efforts que déploie la Minusma au quotidien. La démarche de celles-ci s'inscrit en droite ligne des objectifs de cette mission onusienne au Mali.

Il est bon de préciser que deux jours de formation doivent porter sur la communication des responsables de la RSS, du DRR et de la Minusma, les rapports du Bureau du Vérificateur Général (BVG) en lien avec les dépenses dans le domaine de la défense et de la sécurité ; la présentation de la CNDH et du Médiateur de la République, la Communication du commissariat à la RSS sur la situation actuelle de la sécurité dans la région de Gao et les travaux de recherche menés par l'ADD, le RENEDEP et l'ASSN en 2021 et 2022.

A noter que, pour l'ouverture officielle de cette formation interactive, le rôle du maître de cérémonie a été valablement joué, par Dr Ibrahima Maiga du RENEDEP.

Ki-Zerbo





Assassinats, enlèvements, vols... La CMA accuse les FAMA et les russes !

La Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) annonce la recrudescence des actes de violence depuis un moment sur son "territoire". Le groupe armé signataire de l'accord d'Alger pointe du doigt « les FAMAs et de leurs supplétifs Wagner » d'être à l'origine « des actes de tortures, d'assassinats, d'enlèvements et de vols des biens des populations innocentes ». Alors que les FAMAs avaient, dans un communiqué, rejeté ces accusations circulant sur les réseaux sociaux, affirmant ne pas se reconnaître « ni de près ni de loin dans ... cette tentative d'intox et de désinformation ».

La Coordination des Mouvements de l'Azawad constate avec regret depuis un certain temps la recrudescence des actes de tortures, d'assassinats, d'enlèvements et de vols des biens des populations innocentes rapportés à l'encontre des Famas et de leurs supplétifs Wagner sur l'ensemble du territoire de l'Azawad, en plus des atrocités auxquelles les terroristes les soumettent quotidiennement », a indiqué la CMA dans un communiqué jeudi 8 décembre 2022, dont "le quotidien Malikilé" a eu copie.

La CMA précise que « les cas les plus récents et les plus abjects ont eu lieu respectivement le mardi 6 Décembre 2022 à Kita dans le cercle de Tenenkou, région de Mopti à travers une descente musclée des Famas et de leurs partenaires à l'occasion de la foire hebdomadaire se soldant par des morts, des blessés et des

personnes enlevées et à Charbali le 27 Novembre 2022 à 6 km environ au Sud Est de Ménaka avec son corollaire de pillages et d'exactions». Tout en condamnant « ces violations répétées et manifestes des droits humains quel que soit l'auteur et le mobile », la CMA dit mettre « en garde l'Etat contre les amalgames de plus en plus récurrents, exige la libération des détenus, la cessation immédiate de ces atrocités et la traduction devant la justice des auteurs de ces tueries ».

Par ailleurs, dans ce communiqué signé par le porte-parole Almou Ag Mohamed, la CMA a lancé « un appel pressant aux organisations humanitaires à intervenir en faveur des populations déplacées pour atténuer les effets de la catastrophe humanitaire en cours ».

Alors que dans un communiqué, les FAMA, les Forces Armées Maliennes faisant le point des

opérations menées depuis le 3 décembre, respectivement à Boré et Kita, ont annoncé avoir procédé à « plusieurs arrestations et saisi des matériaux rentrant dans la fabrication d'explosifs mais aussi d'important quantité de vivre». Dans le même communiqué, les FAMAs ont démenti « les allégations tendant à jeter l'opprobre sur certains de ses éléments. » « Le samedi 03 décembre 2022, sur la base de renseignements bien précis, les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont conduit une opération aéroterrestre dans la commune de Boré, non loin de Konna, région de Douentza. Le bilan de cette opération fait état de 26 suspects interpellés tous mis à la disposition de la gendarmerie pour enquêtes. Au cours de la même opération, 10 sacs de silicate (engrais chimiques utilisés dans la fabrication des engins explosifs improvisés) ont été saisis. Également 49 sacs de 100 kg de riz, servant de zakat au profit des GAT, ont été saisis.

Ce bilan correspond réellement aux actions menées sur le terrain, précisément à Boré, contrairement aux insinuations et désinformations apportées sur les Réseaux Sociaux faisant état de 41 personnes arrêtées à Boré dont une trentaine ont été froidement exécutée et onze autres libérées », lit-on dans ce communiqué des FAMAs qui affirme ne pas se reconnaître « ni de près ni de loin dans cette information et apportent un démenti formel à cette tentative d'intox et de désinformation sur nos Forces. »

■ Binadjan Dumbia

Réformes politiques et futures élections : Ace-conseil sensibilise les femmes sous l'arbre à palabres

« Arbres à Palabres : quand les femmes du Mali prennent la parole pour une participation des maliennes à la vie politique, aux réformes et au processus électoral, gage de stabilité et de sortie durable de crise ! », tel est l'intitulé d'un nouveau programme lancé par ACE-Conseil Mali pour accroître la participation des femmes aux futures élections. La cérémonie de lancement a eu lieu, le mardi 6 décembre 2022, à l'Institut des hautes études du Mali (IHEM). C'était sous la présidence du représentant du ministre de l'Administration territoriale, Alou Badra ; du chargé d'affaires de l'Ambassade de la Grande-Bretagne, Fraser CAMPBELL ; de la Directrice de ACE Conseil Mali, Coumba TRAORÉ ; et de plusieurs personnalités.

L'objectif de ce programme porté par ACE-Conseil Mali avec le financement de la Grande-Bretagne est de vulgariser la nouvelle loi électorale et la loi 052 auprès des femmes et des communautés locales pour, d'une part, une meilleure compréhension et une appropriation du texte et, d'autre part, pour une meilleure connaissance de l'écosystème du processus de la refondation, du processus électoral et de ses acteurs. Aussi, il s'agit de garantir une meilleure participation politique des femmes maliennes dans la gestion de la cité ».

Le programme Femme, transition et élections au Mali ambitionne, entre autres, de : sensibiliser 3 000 femmes/jeunes filles sur la Loi électorale, le processus et le calendrier électoral, les réformes notables en cours relatives aux élections et sur la loi 052 ; sensibiliser 50 000 maliennes sur les enjeux des élections futures et l'importance de l'implication et de la participation des femmes au processus, la Loi et le chronogramme électoral et la loi 052.

Il vise aussi à former 1 000 acteurs du processus : partis politiques, OSC, administration publique, communicateurs modernes (journalistes, influenceurs, animateurs de radio et TV, les blogueurs, la presse en ligne...) et traditionnels (griots) ainsi que les autorités coutumières, religieuses et traditionnelles. Il sera exécuté dans les régions de Ségou et de Mopti plus le district de Bamako.

La Directrice d'ACE-Conseil Mali, Coumba TRAORÉ, a expliqué que c'est fort de la conviction que la femme est une actrice du développement et son implication dans les processus de refondation et des réformes politiques actuellement en cours dans notre pays, à la veille de grandes échéances électorales, que



le projet « Arbres à Palabres : quand les femmes du Mali prennent la parole pour une participation des Maliennes à la vie politique, aux réformes et au processus électoral, gage de stabilité et de sortie durable de crise » sur la participation politique des Maliennes des zones les plus reculées a été proposé à l'ambassade de Grande-Bretagne au Mali.

Elle a souligné que, contrairement à tout ce qui est dit sur notre continent, la démocratie participative et la gouvernance sont apparues en Afrique il y a fort longtemps. Comme preuve, Coumba TRAORÉ a évoqué l'importance de l'Arbre à palabres et son rôle dans la société, avec l'implication des autorités coutumières et des chefferies traditionnelles.

« L'Arbre à palabres est une pratique ancestrale de rencontre, de création, de médiation et de maintien du lien social au profit de l'intérêt supérieur de la communauté et de sa cohésion », a expliqué la Directrice de ACE-Conseil Mali.

Le chargé d'affaires de l'Ambassade de la Grande Bretagne, Fraser CAMPBELL, a déclaré que son pays est fier de financer cet important projet qui vise à améliorer la participation des femmes à la transition, aux réformes poli-

tiques et aux prochaines élections dans les régions de Ségou, Mopti et Bamako.

Selon lui, il est logique que tous ceux qui sont concernés aient la possibilité de comprendre et de participer à la transition, aux réformes politiques et aux élections à venir. Le chargé d'affaires de l'Ambassade du Royaume-Uni a insisté à dire qu'il est important de mettre l'accent sur l'égalité des chances entre homme et femme dans la participation à la vie publique et politique, en un mot à la gouvernance démocratique.

Le représentant du ministre de l'Administration territoriale, Alou Badra, a fait savoir que notre pays a connu des avancées en matière de participation citoyenne à l'exercice démocratique. Selon lui, ce projet vient à point nommé pour donner la parole aux femmes pour un diagnostic participatif de leur situation. Il a déclaré que le ministère fonde beaucoup d'espoir sur ce projet et apportera tout son accompagnement à travers les représentants de l'État dans les différentes localités choisies.

PAR MODIBO KONÉ
Source : Info-Matin

13^{ème} édition de la « Photographie de Bamako » : Un espace de découverte de talents



Le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme Andogoly GUINDO, a présidé ce jeudi 8 décembre 2022, la cérémonie de lancement officiel, de la 13^{ème} édition des rencontres de la Biennale africaine de la Photographie de Bamako. Cette activité se tiendra du 8 décembre 2022 au 8 février 2023 avec pour thème : « **Maa ka Maaya ka ca a yèrè kono** ».

Cette cérémonie a été marquée par la présence de plusieurs membres du gouvernement ; du chef de la délégation de l'union européenne au Mali, Bart Ouvry ; des Ambassadeurs et représentants du corps diplomatique accrédité au Mali ; du représentant résident de l'Unesco, Edmond Moukala Kalla, etc.

La 13^{ème} édition de la Biennale africaine de la photographie a débuté le jeudi 8 décembre 2022, dans notre capitale. Pour l'occasion Bamako attend plus de 30.000 visiteurs, 75 artistes, 50 journalistes internationaux et une kyrielle d'exposants.

L'artiste camerounais Bonaventure Soh Bejeng NDIKUNG, est le directeur artistique de ces rencontres, avec Check Diallo, comme Délégué général.

Dans son discours, le représentant du maire de la commune III Alioune Diabaté a déclaré que la Biennale africaine de la photographie, « **Rencontres de Bamako** », au fil des années, est devenue le lieu de révélation des talents africains.

De son côté, le Ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie hôtelière et du Tourisme,

Andogoly GUINDO a souligné que cette 13^{ème} édition de la Biennale africaine de la photographie est une édition aux allures spéciales, tant son organisation - dans un contexte sanitaire insaisissable-, a été émaillée de péripéties et d'incertitudes. « **Il a été donné à certains de penser et peut-être, d'espérer que cette 13^{ème} édition des Rencontres de Bamako ne se tiendra pas. Eh bien, elle est là. C'était donc, sans compter sur la détermination des hautes autorités de la Transition de relever le défi, pour l'honneur des maliens, pour le bonheur des artistes et pour l'essor de l'art contemporain de la photographie sur le continent** », a-t-il indiqué.

En effet, il a souligné que la Biennale ne doit plus être seulement l'espace biennuel auto-centré des professionnels de la photographie. « Il doit être un espace de création des vocations auprès des plus jeunes, de découverte de cet art par les novices ou encore, un lieu passerelle entre la photographie, la musique, le cinéma, la peinture, la littérature et j'en

passe », a-t-il soutenu.

« **La Biennale africaine de la Photographie se doit d'être populaire ; et c'est le challenge adressé à la délégation générale, qui dans sa programmation, a réussi avec brio à faire sortir notre événement de ses sentiers battus** », a ajouté le Ministre Andogoly Guindo .

En outre, il a expliqué le thème de cette édition, en langue bamanankan : Maa ka maaya ca a yere kono, autrement dit « **l'être humain renferme en lui-même plusieurs identités** » ; et d'ajouter : « **Saya ka fisa ni malo yé** » ; Ce qui donne : « **Cette devise chère aux grands guerriers de nos pays qui se traduit par « plutôt la mort que la honte », guide aujourd'hui nos pas vers un autre Mali ; un Mali de dignité** », a-t-il précisé.

En outre, le Ministre a souhaité une mobilisation des uns et des autres à cette 13^{ème} édition des rencontres de Bamako. « **Je veux attendre une mobilisation de l'Afrique et du Mali, à commencer par les professionnels de la photographie, l'administration de la culture et surtout la presse nationale et internationale, pour donner à cette vitrine inédite de notre pays toutes ses chances de présenter le Mali sous ses plus beaux atours** », a-t-il souhaité.

En somme, il a exprimé sa gratitude aux partenaires qui, dans le respect de la souveraineté de l'Etat malien, de ses choix stratégiques et de l'intérêt supérieur de son peuple, ont bien voulu accompagner le Gouvernement dans la tenue de cette 13^{ème} édition.

■ Maffenin Diarra



Culture et la menace des médias : Le « bogolan » en voie de régression !



Partie intégrante de la culture malienne, hélas, peu promu dans les médias, le « bogolan », cette cotonnade teinte, risque de sombrer dans les oubliettes, de s'évaporer sous l'effet du temps et de la modernité. Sans compter que les acteurs culturels peinent à vivre de leurs arts et de leur passion. Ce secteur est souvent abandonné par les médias. Pour y remédier, une campagne de sensibilisation aux niveaux local et urbain est nécessaire.

En effet, le bogolan, pan important de notre identité culturelle est méconnu par la jeune génération. Pourtant, autrefois, il drainait des milliers de touristes dans notre pays. Ce qui générait une manne financière pour notre économie. Malheureusement, avec la crise sécuritaire et la crise politique qui éprouvent le Mali, ce secteur vital qu'est le tourisme se meurt lentement. Les populations de Djenné, Bandiagara, Mopti, Tombouctou et Gao ne diront pas le contraire. Quant à la protection des biens culturels

contre le vol et le trafic illicite, notre Gouvernement, à travers le Ministère de la Culture, de l'Artisanat et du Tourisme a organisé, lundi 7 décembre 2020, un atelier de formation des agents des douanes, de la gendarmerie, de police des frontières, des musées et des bibliothèques de manuscrits à la protection des biens culturels sur la protection de ce patrimoine culturel par un meilleur contrôle des biens culturels à l'exportation.

Il s'agissait d'amener les agents à connaître les outils de protection du patrimoine culturel, à savoir les textes législatifs et réglementaires au niveau national et les conventions internationales, les procédures de délivrances des autorisations d'exportation, la reconnaissance des types de biens culturels.

Aujourd'hui, tout semble culturel comme, hier, tout semblait politique. Contrairement à d'autres domaines comme la politique, l'économie, nous constatons que la culture ne bénéficie plus d'une grande attention des médias, plus fasciné par le sensationnel. En toute objectivité, les médias doivent appuyer les politiques de préservation de tous les éléments culturels afin de faciliter leur transmission à la jeune génération. Il est important de souligner que l'émergence de culture malienne permettra de booster l'économie du Mali.

■ Ibrahim Sanogo



Afrique de l'ouest : Les forces conjointes antiterroristes, des initiatives aux résultats incertains

L'histoire des forces conjointes contre le terrorisme a commencé en fin 2014 avec la Force Multinationale Mixte de Lutte contre Boko Haram. Composée d'environ dix mille hommes, elle a été mise sur pied par les pays du Bassin de Lac Tchad (Nigéria, Tchad, Niger et Cameroun) et le Bénin.

En mars 2015, l'Union Africaine a validé sa création en la plaçant sous la tutelle de la Commission du Bassin du lac Tchad (CBLT). Son quartier général est à Ndjaména, la capitale Tchadienne et depuis sa création elle est commandée par des généraux nigériens.

– La Force Conjointe de lutte contre Boko Haram : résultats en demi-teinte après sept ans d'existence.

Dans un rapport publié en juillet 2020, "International Crisis Group" (ICG), note que la force a connu « quelques avancées ». « Des opérations conjointes ont permis d'endiguer l'expansion de Boko Haram en 2015 et 2016, et de

faire pression sur le groupe, qui s'est scindé en trois factions, » lit-on.

Selon le document, cette tendance victorieuse s'est poursuivie jusqu'en 2019. « les opérations conjointes ont permis de faire reculer les insurgés, de libérer des civils capturés ou piégés dans les zones que Boko Haram contrôlait et de faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire, » ajoute ICG.

Cependant, la Force n'a pas réussi à éradiquer la menace. Jusqu'à présent, le groupe Boko Haram et sa faction dissidente, l'Etat Islamique en Afrique de l'Ouest, restent actifs dans les pays du Bassin du Lac Tchad même si, les attaques ont diminué d'ampleur.

Selon le chercheur camerounais Aristide Mono, les opérations de la Force n'ont pas été à la hauteur des attentes.

« Il y a un véritable problème d'intégration totale des différents contingents au sein de la Force Multinationale » note le Docteur en sciences politiques et expert en sociologie et en anthropologie de la sécurité.

Il rappelle que seules les forces tchadiennes usaient du droit de poursuite, consistant à traquer les combattants terroristes au-delà de leurs frontières. Le Dr Mono estime que le Nigéria ne s'est pas vraiment investi pour la réussite de ce projet de force pour combattre le groupe Boko Haram basé dans l'Etat de Borno dans le nord-est du pays.

« Il y a eu certes, une coalition des forces avec la création d'une institution, cependant dans la matérialité, beaucoup de réticences, beaucoup de méfiances ont été observées au point où à un moment, on a été amené à conclure que la Force Multinationale Mixte était un bébé mort-né qui a manqué de moyens pour tenir dans le temps ».

– La Force conjointe du G5 Sahel, une armée sans le nerf de la guerre

Après cette force qui continue de combattre le terrorisme dans le bassin du Lac Tchad, il y a eu la création de la Force Conjointe du G5 Sahel.





Elle a été mise sur pied en 2017 par le Mali, la Mauritanie, le Tchad, le Niger et le Burkina Faso.

Sa mission, lutter contre la détérioration de la situation sécuritaire et l'expansion des groupes terroristes dans la région.

Elle est composée d'un peu plus de cinq mille militaires venant des cinq pays. Toutefois, selon plusieurs experts des questions sécuritaires, elle présente un bilan négatif.

Pour Soumaïla Lah, un enseignant-chercheur à l'Université de Bamako et spécialiste des questions sécuritaires, la force conjointe du G5 Sahel est un échec.

Il estime que « l'échec vient surtout d'un problème d'appropriation des Etats membres du G5 Sahel qui sont restés plutôt dans une logique de recherche de financements extérieurs, de recherche d'appui en termes logistiques extérieures que de renforcement des capacités propres des armées et des systèmes de gouvernance des pays membres du G5 Sahel ».

Au départ, les dirigeants de l'organisation ont élaboré un budget de 425 millions d'Euros pour rendre pleinement opérationnelle la force. Les cinq états directement concernés apportent chacun 10 millions, l'Union Européenne s'est engagée à donner une contribution de 50 millions le reste devrait être apporté par les par-

tenaires internationaux.

En février 2018, lors de la conférence des donateurs pour la Force conjointe du G5 organisée à Bruxelles, il y a eu plus de 400 Millions de promesses de financements. Finalement, seule une petite partie de ces fonds a effectivement été débloquée.

« On nous écoute avec politesse, avec un petit sourire entendu, mais à l'arrivée il n'y a pas grand-chose », a fustigé l'ancien président du Mali, feu Ibrahim Boubacar Keïta, en marge du forum sur la paix tenu à Paris en novembre 2019.

Le problème de financement n'est qu'un point parmi les obstacles qui empêchent l'opérationnalisation réelle de la Force conjointe des Etats du Sahel.

Soumaïla Lah qui est par ailleurs coordonnateur de "l'Alliance citoyenne pour la réforme du secteur de la sécurité" au Mali souligne que les pays du G5 Sahel ont commis une erreur en confiant tout le pilotage du processus à des partenaires extérieurs.

« Toute la logistique opérationnelle était assurée par la France. Aujourd'hui cette logistique est confiée à la Minusma (La mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation au Mali) mais la Minusma elle-même était appuyée par la force française Barkhane, donc le problème est en-

tier », analyse M. Lah.

Pour ne rien arranger aux difficultés de force du G5 Sahel, le Mali a décidé de se retirer de l'organisation en mai 2022. Dans un communiqué, on lit que « Le gouvernement du Mali décide de se retirer de tous les organes et instances du G5 Sahel, y compris la Force conjointe ».

Les autorités de Bamako expliquent leur décision par le refus de certains Etats membres de laisser leur pays assurer son tour à la présidence tournante de l'organisation.

« Déjà le G5 a démarré avec un pied cassé et le départ du Mali a définitivement cassé l'autre pied. Aujourd'hui le Mali constitue le nœud gordien de la présence terroriste dans le Sahel et s'il n'est pas en coordination avec les autres Etats, tous les efforts sont voués à l'échec, » commente l'enseignant-chercheur Soumaïla Lah.

Même si l'avenir de la Force Conjointe du G5 Sahel semble de plus en plus au cœur des débats, Oumarou Paul Koalaga, un spécialiste des relations internationales et des questions sécuritaires dans le Sahel, rappelle que le G5 Sahel est une organisation qui travaille aussi sur d'autres problématiques. « Les segments de la gouvernance des infrastructures, de la prévention de la radicalisation et même des questions de recherches continuent d'opérer

et mènent leurs activités jusqu'à présent, » fait noter M. Koalaga pour qui, tout n'a pas échoué.

– La Force Multinationale de "l'Initiative d'Accra" obligée d'apprendre des erreurs des autres

« L'Initiative d'Accra » est un mécanisme lancé en 2017 par le Bénin, le Togo, le Ghana, le Burkina et la Côte d'Ivoire. Son but initial était de prévenir la propagation de l'extrémisme violent à partir du Sahel et de lutter contre la criminalité transnationale organisée dans les zones frontalières.

En 2019 le Mali et le Niger ont rejoint ce cadre en qualité de membres observateurs. Le Nigeria vient aussi d'être juste accepté comme membre observateur.

Ce creuset de coopération sécuritaire a déjà permis aux pays membres d'organiser plusieurs opérations anti-terroristes conjointes dans les espaces frontaliers. En tout, il y a eu quatre éditions de l'opération dénommée "Koudanlgou".

Elles ont permis de détruire plusieurs bases terroristes de saisir les armes et munitions, du matériels de communication et surtout, de neutraliser plusieurs combattants terroristes. Ces opérations mobilisent des milliers de militaires venant des pays membres.

A titre d'exemple, l'opération "Koudanlgou IV" tenue sur cinq jours en novembre 2021, a rassemblé selon les données du ministère burkinabé de la sécurité, 5728 éléments venant des armées du Burkina Faso de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Togo. Entre autres, elle a mobilisé « 881 engins roulants et six vecteurs aériens. » Le "Koudanlgou IV" a abouti à l'interpellation de 300 suspects, 53 armes à feu et des munitions ont été récupérées et 144 moyens roulants saisis.

Les pays de "l'Initiative d'Accra" qui mènent déjà ces opérations conjointes ont désormais décidé d'aller plus loin : la création d'une Force Multinationale Conjointe.

Pour le moment, rien d'officiel sur son effectif ou ses moyens, seulement, au sommet des Présidents de "l'Initiative d'Accra" le 22 novembre 2022, les dirigeants de l'organisation ont promis de rendre la Force opérationnelle dans un délai d'un mois.

Jeanine Ella Abatan, chercheuse à l'Institut d'Etudes de Sécurité (ISS en anglais) se dit optimiste pour ce projet.

Elle estime que « le fait qu'on ait à la fois, des



pays du Bassin du Lac Tchad, des pays du Sahel et des pays côtiers dans "l'initiative d'Accra" offre ce cadre pour partager des expériences, pour tirer des leçons et éviter certaines erreurs qu'on a vues avec la Force de lutte contre Boko Haram et celle du G5 Sahel. Mme Abatan a pris part à la conférence technique de « l'Initiative d'Accra » qui a rassemblé des experts des questions sécuritaires et des acteurs de la société civile les 17 et 18 novembre 2022 dans la capitale ghanéenne.

Elle salue la décision des Chefs de l'Initiative de compter d'abord sur leurs propres moyens pour financer la Force multinationale.

« Si on, on veut lutter efficacement contre cette menace, il faut se donner les moyens de le faire, même si ces pays ne sont pas fermés à un soutien externe. C'est déjà quelque chose à encourager, » se félicite-t-elle.

Bréma Ely Dicko, un enseignement-chercheur à l'université de Bamako a aussi pris part à la réunion des experts de l'Initiative. Il se dit aussi confiant pour cette nouvelle force conjointe.

Il fait remarquer que contrairement à la Force du G5 Sahel qui est composée d'armées plutôt faibles et en pleine reconstitution à l'exception du Tchad et de la Mauritanie, la Force de l'Initiative d'Accra pourra compter sur des armées comme celle du Ghana qui sont « plus ou moins structurées et formées ».

Toutefois, il note un point qui pourrait être un obstacle à son efficacité. « Je ne suis pas sûr que des pays comme le Burkina et le Mali acceptent des soldats de "l'initiative" sur leur sol dans un contexte où on met en avant la souveraineté. C'est l'autre équation à résoudre, » analyse le Dr Dicko.

Il invite les Etats, quelles que soient leur positions, à maintenir le dialogue et à se rendre compte que le Sahel ne peut pas lutter tout seul contre le menace parce que dans le cadre de la criminalité organisée, d'importantes marchandises viennent par les ports.

– Compter aussi avec le projet de force anti-terroriste de la CEDEAO

Finalement trois forces visant un même objectif vont désormais opérer en Afrique de l'Ouest et au Sahel, deux espaces régionaux imbriqués l'un dans l'autre.

Selon le chercheur sénégalais Ibrahima Kane, il se posera un problème d'efficacité si toutes ces forces doivent se mettre en branle.

Pour lui, la meilleure option c'est de confier la lutte contre le terrorisme à la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) qui fédère déjà la plupart des pays engagés sur ces trois fronts.

Il salue donc la décision du 62e sommet de l'organisation, tenue le 04 décembre 2022, de mettre sur pied une force de lutte contre le terrorisme dans la région.

« J'imagine que s'ils décident aujourd'hui de faire intervenir la Cedeao qui était totalement absente, c'est qu'ils entendent ultimement mettre un terme à ces initiatives-là.

L'intervention de la Cedeao, son action sera certainement la plus efficace parce que dirigées, par l'organisation régionale répondant à un certain nombre de besoin mais aussi fondées sur un certain nombre de règles et de principes à la fois de la région et du continent. Cela pourrait vraiment aider à régler le problème », conclut-il.

Source : Anadolu Agency

Guerre russo-ukrainienne : Qui achète le pétrole et le gaz russes ?

L'Inde et la Chine sont devenues les plus gros acheteurs de pétrole russe dans un contexte où les pays occidentaux boycottent l'approvisionnement en hydrocarbures en Russie à cause des sanctions à l'endroit du pays de Poutine.

Une stratégie établie par les pays du G7, soutenue par l'Union Européenne et l'Australie, qui a pour but de plafonner le prix du pétrole russe a créé des perturbations dans le secteur. Aujourd'hui, l'incertitude règne dans les marchés mondiaux. Alors que les principaux pays producteurs de pétrole cherchent à maintenir les cours mondiaux tout en contrôlant la production, la Russie vend son pétrole à moindre prix aux acheteurs asiatiques.

QUELLE QUANTITÉ DE PÉTROLE RUSSE EST EXPORTÉE EN ASIE ?

Les importations indiennes de pétrole russe ont augmenté au début de l'année pour atteindre un pic en juin et juillet. En novembre, elles

sont restées stables.

Les achats de pétrole russe par la Chine ont progressé cette année, baissant en février ; une période qui coïncide avec le début de la guerre entre l'Ukraine et la Russie. Puis une augmentation est constatée de manière les mois suivants.

La Russie vend du pétrole à un taux réduit depuis mars 2022 après l'invasion de l'Ukraine. En mars, les importations combinées de pétrole de la Chine et de l'Inde en provenance de Russie ont dépassé celles des 27 États membres de l'UE. À partir de fin novembre, il est remarqué une nouvelle augmentation des achats de pétrole par l'Inde.

"C'est probablement un signe que les chargements ont cessé de se diriger vers les pays de l'UE et se dirigent plutôt vers l'Inde", déclare

Matt Smith, expert en pétrole chez Kpler. Les experts pensent que si les approvisionnements en pétrole se maintiennent aux mêmes niveaux en décembre, la Russie pourrait devenir le plus grand fournisseur de l'Inde. D'autres pays ont également profité du brut russe à prix réduit – par exemple le Sri Lanka qui traverse une grave crise économique.

LE PÉTROLE MOINS CHER STIMULE L'AFFLUX VERS L'ASIE

Le Pakistan a également négocié avec la Russie pour acheter du pétrole à prix réduit, bien qu'aucun accord n'ait encore été conclu. Suite à son offensive en Ukraine, la Russie a perdu beaucoup d'acheteurs pour son pétrole. Certains pays et compagnies basés à l'étranger ont décidé de ne plus s'approvisionner en Russie. Conséquences : les prix russes ont commencé à baisser.

Au début de l'année, la référence brute, l'Oural s'était établie à plus de 30 dollars le baril moins cher que le Brent la référence européenne.

Puis le prix du baril est tombé à 20 dollars en septembre. Le cours du brut a de nouveau augmenté pour atteindre la barre des 33 dollars le baril par rapport au Brent en novembre. Le gouvernement indien qui est dans l'optique





de défendre ses intérêts effectue ses achats en brut en Russie. Il affirme qu'il doit s'approvisionner en pétrole là où il est le moins cher. Le gouvernement américain avait exprimé son mécontentement. Mais aujourd'hui tout est clair. Le pays de l'oncle Sam accepte que l'Inde puisse continuer à acheter du pétrole russe à moindre coût.

Par contre l'UE a complètement arrêté les importations de pétrole russe par voie maritime. Une manière pour elle de sanctionner la Russie.

Avec la stratégie qui vise à plafonner les prix du G7 – afin de maintenir les exportations russes en dessous de 60 dollars soit 57 euros et 48 livres le baril est désormais en vigueur. L'analyste Matt Smith de Kpler déclare qu'une application laxiste du plafonnement des prix peut rendre la stratégie inefficace.

Mais les experts soulignent également qu'un boycott total du pétrole russe aurait causé une plus grande instabilité du marché, notamment une éventuelle hausse des prix du pétrole. Ce scénario serait avantageux pour Moscou.

On ne sait pas encore quel impact le plafonnement des prix pourrait avoir sur des pays comme l'Inde et la Chine qui achètent déjà du pétrole russe à prix réduit.

Moscou a déclaré qu'il cesserait de vendre son brut aux pays qui adhèrent à la décision du G7.

Mais Maria Shagina, chercheur à l'Institut international d'études stratégiques, affirme que détourner la trajectoire du pétrole de l'UE vers l'Asie serait "plus coûteux, plus long et plus fastidieux" pour la Russie.

QUEL EST L'IMPACT DES SANCTIONS CONTRE LA RUSSIE ?

Bien que le prix du pétrole brut russe soit attractif, les raffineries indiennes ont été confrontées à un défi pour financer leurs approvisionnements, car les sanctions contre les banques russes affectent les transactions de paiement.

L'une des options envisagées par l'Inde était un système basé sur les monnaies locales, où les exportateurs indiens vers la Russie sont payés en roubles au lieu de dollars américains ou de euros et les importations sont payées en roupies. Cette stratégie n'a pas fonctionné. Cependant, les entreprises pétrolières publiques chinoises utilisent de plus en plus le renminbi chinois plutôt que le dollar pour l'achat de pétrole.

QUELLE QUANTITÉ DE GAZ Russe VA EN ASIE ?

Près de 50% des besoins globaux en gaz de l'Inde proviennent de l'étranger – mais il s'agit principalement des États du Golfe et très peu de la Russie.

"Les livraisons de GNL [gaz naturel liquéfié] russe pour l'Inde sont rares", déclare Antonio Peciccia, expert de l'industrie des matières premières chez Argus media. "Nous estimons cinq cargaisons jusqu'à présent cette année, contre sept l'année dernière."

La Chine importe la majeure partie de son gaz par pipeline depuis l'Asie centrale. Actuellement, le Turkménistan est le plus grand fournisseur.

Mais une fois que le nouveau pipeline dénommé Power of Siberia, sera opérationnel. Normalement il le sera dans 10 ans, la Russie pourrait bien occuper la place du plus grand fournisseur de gaz de la Chine.

Cette année une augmentation on assiste à une forte importation de Gaz Naturel Liquéfié en provenance de Russie, bien que la majeure partie du GNL chinois provienne toujours d'autres pays.

La Chine a également signé de nouveaux accords pour transporter le GNL russe par voie maritime via l'Arctique.

Source : BBC Afrique

Espagne : Luis Enrique, le pire sélectionneur de la Roja depuis 40ans (STATS)

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et, dans ce cas, ils condamnent Luis Enrique, désormais ex sélectionneur de la Roja. L'ancien entraîneur Blaugrana a le plus mauvais pourcentage de victoire de ces 40 dernières années. Et c'est sans compter les matches amicaux, qui devraient normalement augmenter ce pourcentage.

Au total, Luis Enrique a dirigé la Roja pendant 44 matches au cours des dernières années, avec un bilan de 24 victoires, 11 nuls et 9 défaites, soit un taux de réussite de 54 %. Ses chiffres sont pires si l'on ne considère que la Coupe du monde et le Championnat d'Europe, puisqu'il n'a obtenu que trois victoires en dix matches.

Il faut remonter à Miguel Muñoz, qui a entraîné l'Espagne entre 1983 et 1989, pour trouver un

entraîneur avec un pourcentage de victoire aussi inférieur. Dans ce cas, Miguel Muñoz n'a obtenu que 49 % de victoires lors de ses 53 matches.

Luis Enrique, pire qu'Iñaki Sáez, Clemente et Camacho

Si l'on fait abstraction des entraîneurs qui n'ont même pas atteint dix matches (comme Robert Moreno ou Fernando Hierro, entre autres), les chiffres laissent Luis Enrique en très mauvaise

posture. L'ancien entraîneur du Barça a également des chiffres plus mauvais qu'Iñaki Sáez (65% de victoires), José Antonio Camacho (65%), Javier Clemente (58%) et Luis Suárez (55%), les successeurs de Miguel Muñoz.

Quant à ses prédécesseurs, Luis Enrique a également des chiffres moins bons que les sélectionneurs précédents, même s'il est vrai que la génération de joueurs est également très différente de celle qui a remporté deux championnats européens et la première Coupe du monde de l'histoire de l'Espagne. Julen Lopetegui avait un taux de réussite de 70%, Vicente del Bosque 78% et Luis Aragones 72%. Depuis quelques heures, la RFEF a officialisé le remplaçant de Luis Enrique au poste de sélectionneur de l'Espagne. Luis de la Fuente qui a déjà pris en charge les catégories U19 et U21, ainsi que de la sélection olympique succède à l'Asturien.

Source : Afrique Sports





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les planètes vous mettent d'accord avec vos ambitions professionnelles. Vous avez du pain sur la planche. Soit votre job vous donne entière satisfaction, soit vous êtes dans une situation de changement professionnel et vous avez besoin d'être épaulé.

Rien ne sert de courir après votre argent. Vous avez voulu jouer les généreux et vous n'avez aucun retour ? Inutile de ruminer et d'engendrer du stress, vous ne changerez pas les gens. Vous serez plus prudent la prochaine fois, parole de Bélier !



Taureau (20 avril - 19 mai)

L'entrée du Soleil, dans votre signe, va générer un peu plus de dynamisme et d'esprit d'initiative. Aujourd'hui, ami Taureau, vous semblerez reprendre quelque peu goût à ce que vous faites. Ce ne sera pas encore Byzance, mais ce ne sera plus la Bérézina !

Déjà en progression constante, vos gains continueront d'évoluer largement selon vos espérances, et sans doute bien au-delà, notamment grâce à la présence dynamisante de Mars dans le secteur de vos finances. De quoi booster vos placements bancaires...



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

La Lune quitte votre maison 6 et va vous donner le temps de vous remettre de vos émotions. Calculez, faites des comptes et des prévisions et attendez ! La lune noire vous empêche d'y voir clair. Elle fait une coupure dans votre carrière. C'est un moment de flou.

Vous êtes en plein chamboulement concernant vos biens familiaux et immobiliers. Ce sera long mais porteur de stabilité sur le long terme. L'argent ne rentre pas trop en ce moment. Consacrez-vous à votre famille en attendant. Ils ont besoin de vous.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Uranus vous fera fonctionner à plein régime et vous sensibilisera à toutes les nouveautés qui se présenteront. Ce sera le moment pour certains d'entre vous de prendre un vrai tournant. Mais, quelle que soit votre position, veillez à assurer vos arrières.

Effaré par ces frais qui s'accumuleront, vous prendrez des décisions dracونيennes en matière de dépenses. Vous vous moquerez éperdument d'avoir un train de vie ressemblant à celle d'un moine tibétain du moment que vous serez sécurisé matériellement.



Lion (22 juillet - 23 août)

Cher ami Lion, il faut vous attendre à une petite baisse de régime dans le travail. Il se trouve que vous avez besoin de quelques jours de vacances. Vous pourriez avoir envie de tout envoyer valser, mais vous saurez garder votre calme.

Une journée qui s'annonce un peu laborieuse financièrement, mais rien de bien alarmant. La nécessité de gérer minutieusement vos finances est de plus en plus obligatoire, hormis cela, aucun problème à l'horizon. Soyez raisonnable aujourd'hui.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Ami Vierge, vous pourrez vous présenter aujourd'hui à votre poste de travail en retard, ne pas vous excuser auprès de votre responsable et vous payer le luxe de quitter votre poste en avance. Professionnellement parlant, vous ne manquez pas d'air !

Quelques recommandations pour vous prévenir d'une éventuelle banqueroute ou d'une situation d'endettement vous feront prendre aussitôt la mouche. Vous vous cabrez en décochant quelques flèches de colère à vos proches. Votre rancune sera tenace !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Des décisions ne sont pas suivies d'initiatives. Vous réalisez que les conditions de travail ne sont pas idéales pour répondre à ce que l'on vous demande. Un collègue peut se reposer sur vous et attendre vos services, tandis que vous êtes déjà affairé.

Un proche peut vous donner du mobilier à retaper ou de bonnes adresses pour réaliser des économies. Les astres en Lion vous poussent à consommer beaucoup et le budget peut manquer. Il est utile de réaliser quelques économies, avec des petites sommes.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Attention à ne pas vous sacrifier au travail. Ce n'est pas à vous de tout faire. Exigez la répartition équitable du travail. Vous manquez de visibilité quant à votre avenir professionnel. Vous n'y pouvez rien. Il faut patienter.

Vous retrouvez provisoirement une bonne stabilité financière. Une rentrée d'argent pourrait arriver de nulle part. Vous décidez de la mettre bien au chaud sur un compte d'épargne. Vous vous offrirez un week-end en amoureux au printemps prochain.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Si récemment vous avez tenté un projet, vous recevez des bonnes nouvelles. Votre futur professionnel est assuré, votre carrière est lancée, vous êtes en progression. Aujourd'hui de nouvelles opportunités vous permettent d'évoluer encore plus.

Vous préférez éviter les débats sur les sujets qui touchent aux finances surtout lorsque vous vous retrouvez en famille, même si autour de vous l'ambiance est positive c'est le genre de conversation qui peut très rapidement dégénérer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Si certaines personnes ont l'étoffe des héros..., aujourd'hui, vous aurez surtout l'étoffe d'un boss ! C'est déjà pas si mal. Dans votre job, des envies de nouveautés vous porteront littéralement. Dans votre entreprise, vous serez avant tout polyvalent...

Mars sera le super gestionnaire du zodiaque, et de vos finances par la même occasion... Fluide, sera le mot parfait pour caractériser la manière dont circulera l'argent sur vos comptes bancaires. Pas le moindre hic sur votre argent, du moins pour aujourd'hui...



Verseau (20 janvier - 19 février)

Au bureau, vous serez replié sur vous-même, vous serez dans l'intériorisation de vos émotions. Vous réfléchissez à votre nouveau poste. C'est si excitant ! Évidemment vous allez vous démarquer de vos prédécesseurs. Vous serez très inventif.

Petite incertitude concernant le versement de votre salaire. Cette promotion sera effective à partir de quand ? Votre directeur n'a pas été très clair à ce sujet. Vous allez appeler le comptable pour avoir des éclaircissements.



Poisson (19 février - 21 mars)

Ce sera en petit comité que vous donnerez le meilleur de vous-même. En Balance, le duo Mercure/Vénus illustrera votre besoin d'agir au sein d'une équipe restreinte pour libérer votre créativité. Vos initiatives seront pour la plupart bien accueillies.

Faites en sorte que vos bonnes idées, associées à votre flair, soient payantes. En dénichant une assurance plus intéressante, une banque offrant de meilleurs services, vous gagnerez des euros. Le jeu de piste sera laborieux, mais les résultats seront là.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23